

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

No. : 500-11-036133-094

COUR SUPÉRIEURE

Chambre commerciale
(Siégeant à titre de tribunal désigné en
vertu de la *Loi sur les arrangements avec les*
créanciers des compagnies,
R.S.C., c. C-36, tel qu'amendée)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN
D'ARRANGEMENT DE:

ABITIBIBOWATER INC.,

et

ABITIBI-CONSOLIDATED INC.,

et

BOWATER CANADIAN HOLDINGS
INC.,

et d'autres Requérantes désignées ci-après

Requérantes

et

ERNST & YOUNG INC.,

Contrôleur

et

VILLE DE BEAUPRÉ

Intimée

et

GREFFIER DU DISTRICT DE QUÉBEC

Mis en cause

REQUÊTE EN CASSATION DE SAISIE-EXÉCUTION MOBILIÈRE
(Article 508 de la *Loi sur les cités et villes*, Articles 596 et ss. du *Code de procédure civile*
et Article 11 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies L.R.C., c.*
C-36)

À L'HONORABLE JUGE GASCON OU À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN CHAMBRE COMMERCIALE, DANS ET POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL, LES REQUÉRANTES SOUMETTENT RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT:

I. PRÉAMBULE

1. Le 17 avril 2009, cette honorable Cour émettait une ordonnance (subséquentement amendée et renouvelée, ci-après l' « **Ordonnance initiale** ») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (ci-après la « **LACC** ») eu égard à i) Abitibi-Consolidated inc. (ci-après « **ACI** ») ainsi que certaines de ses filiales (collectivement les « **Requérantes Abitibi** »)¹, ii) Bowater Canadian Holdings Inc. ainsi que certaines de ses filiales (collectivement les « **Requérantes Bowater** » et collectivement avec les Requérantes Abitibi, les « **Requérantes** »)² ainsi que iii) certaines sociétés en commandite³. Toute expression non définie dans la présente requête aura le même sens que celui qui lui est conféré dans l'Ordonnance initiale.
2. En vertu de l'Ordonnance initiale, la firme Ernst & Young Inc. (le « **Contrôleur** ») a été nommée Contrôleur des Requérantes afin de superviser le processus de restructuration entamé par celles-ci en vertu de la LACC.
3. Le paragraphe 10 de l'Ordonnance initiale impose la suspension des procédures entamées à l'encontre des Requérantes ainsi que l'interdiction d'entamer de nouvelles procédures contre celles-ci (le « **Sursis de procédures** »), et ce, jusqu'à ce que les Requérantes émergent de leur processus de restructuration (la « **Période de sursis** »). Ce paragraphe se lit comme suit :

*« [10] ORDONNE que, jusqu'au 14 mai 2009 inclusivement ou à une date ultérieure que le Tribunal pourra fixer (la « **Date de cessation de la suspension** », la période comprise entre la date de l'Ordonnance et la Date de cessation de la suspension étant appelée la « **Période de suspension** »), aucun droit, légal ou conventionnel, ne puisse être exercé et qu'aucune procédure, en*

¹ Les Requérantes Abitibi regroupent les entités suivantes : Abitibi-Consolidated Inc., la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada, 3224112 Nova Scotia Limited, Marketing Donohue Inc., Abitibi-Consolidated Canadian Office Products Holdings Inc., 3834328 Canada Inc., 6169678 Canada Incorporated., 4042140 Canada Inc., Donohue Recycling Inc., 1508756 Ontario Inc., 3217925 Nova Scotia Company, La Tuque Forest Products Inc., Abitibi-Consolidated Nova Scotia Incorporated, Saguenay Forest Products Inc., Terra Nova Explorations Ltd., The Jonquière Pulp Company, The International Bridge and Terminal Company, Scramble Mining Ltd. et 9150-3383 Québec Inc. La requérante Abitibi-Consolidated (U.K.) Inc. a été ajoutée à la liste des Requérantes Abitibi par ordonnance de la Cour supérieure en date du 10 novembre 2009.

² Les Requérantes Bowater regroupent les entités suivantes : Bowater Canadian Holdings Incorporated., Bowater Canada Finance Corporation, Bowater Canadian Limited, 3231378 Nova Scotia Company, AbitibiBowater Canada Inc., Bowater Canada Treasury Corporation, Bowater Canadian Forest Products Inc., Bowater Shelburne Corporation, Bowater LaHave Corporation, St. Maurice River Drive Company Limited, Bowater Treated Wood Inc., Canoxel Hardboard Inc., 9068-9050 Québec Inc., Alliance Forest Products (2001) Inc., Bowater Belledune Sawmill Inc., Bowater Maritimes Inc., Bowater Mitis Inc., Bowater Guérette Inc. et Bowater Couturier Inc.

³ Bowater Canada Finance Limited Partnership, Bowater Pulp and Paper Canada Holdings Limited Partnership et Abitibi-Consolidated Finance LP.

*vertu d'une loi ou d'un contrat, du fait de l'Ordonnance ou autrement, ne puisse être introduite ou continuée peu importe le mode et le lieu (collectivement, les « **Procédures** »), par quiconque, qu'il s'agisse d'une personne, firme, société de personnes, société par actions, bourse, d'un gouvernement, d'une administration ou d'une entité exerçant des fonctions exécutives, législatives, judiciaires, réglementaires ou administratives (collectivement, les « **Personnes** » et individuellement, une « **Personne** ») à l'encontre ou à l'égard des Requérantes, des Requérantes 18.6 et des entités énumérées à l'Annexe « D » (les « **Sociétés en nom collectif** ») ou des biens, actifs, droits et entreprises, présents ou futurs, de quelque nature et en quelque lieu que ce soit, détenus par les Requérantes, les Requérantes 18.6 et les Sociétés en nom collectif, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, ou détenus pour elles par des tiers (collectivement, les « **Biens** »), et que toutes les Procédures déjà intentées contre les Requérantes, les Requérantes 18.6, les Sociétés en nom collectif ou des Biens soient suspendues jusqu'à ce que le Tribunal en autorise la poursuite, le tout sous réserve des dispositions de la LACC.. »*

(Traduction non-officielle, version originale anglaise disponible sur le site Internet du Contrôleur : www.ey.com/ca/abitibibowater/.)

4. Le 12 mars 2010, cette Cour a entériné le *Fourth Extension Order*, prolongeant de ce fait la Période de sursis jusqu'au 18 juin 2010, tel qu'il appert du dossier de la Cour.
5. La présente requête vise à obtenir la cassation d'un bref de saisie-exécution mobilière lequel a été émis sans droit en faveur de l'intimée, la Ville de Beupré (la « **Ville** »), malgré l'existence du Sursis des procédures.

II. CONTEXTE FACTUEL

6. ACI et la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada (« **ACCC** ») sont propriétaires d'une usine de pâte et papier située sur le territoire de la Ville (l'« **Usine de Beupré** »). Les opérations à l'Usine de Beupré ont cessé de façon permanente le 15 octobre 2009 et cette usine est actuellement désaffectée.
7. Depuis l'émission de l'Ordonnance initiale, la Ville a communiqué avec les Requérantes afin de réclamer le paiement de certains montants en souffrance, lesquels correspondent aux taxes municipales dues relativement à l'Usine de Beupré (les « **Taxes** »).
8. Le 26 avril 2010, les Requérantes, ont remis à la Ville, avec l'accord du Contrôleur, un chèque de 225 055,59 \$ pour le paiement des Taxes, tel qu'il appert d'une copie dudit chèque, **Pièce R-1**.
9. Le paiement du 26 avril représente les montants dus à la Ville par les Requérantes pour les Taxes impayées relatives à l'Usine de Beupré jusqu'en octobre 2009, à savoir pendant toute la période où l'Usine de Beupré était en opération.

10. La balance des Taxes correspond à la somme de 465 697,66 \$ (les « **Montants impayés** ») et représente les montants dus à la Ville depuis la fermeture de l'Usine de Beupré. Ces montants ne sont pas immédiatement exigibles en vertu du paragraphe 26 (d) de l'Ordonnance initiale, lequel se lit comme suit :

[26] ORDERS that, except as otherwise provided to the contrary herein, the Petitioners and the Partnerships shall remit, in accordance with legal requirements, or pay:

[...]

(d) any amount payable to the Crown in right of Canada or of any Province thereof or any political subdivision thereof or any other taxation authority in respect of municipal realty, municipal business or other taxes, assessments or levies of any nature or kind which are entitled at law to be paid in priority to claims of secured creditors and which are attributable to or in respect of the carrying on of the business by the Petitioners or the Partnerships.
(Soulignements ajoutés)

11. Les Requérantes ont cependant, à plusieurs reprises, avisé la Ville que l'intégralité des Taxes, y compris les Montants impayés, seront payées à la Ville au moment de la clôture de la vente de l'Usine de Beupré.
12. La vente de l'Usine de Beupré à l'acheteur American Iron & Metal LP a été autorisée par jugement de cette Cour en date du 3 mai 2010 et par une ordonnance du tribunal américain, le *Bankruptcy Court for the District of Delaware*, le 17 mai 2010, tel qu'il appert du dossier de la Cour et de l'ordonnance du tribunal américain, **Pièce R-2**.
13. Depuis l'approbation de la vente en question, les Requérantes et l'acheteur travaillent de concert afin de clôturer la transaction dans les meilleurs délais.
14. La section 13.9 du *Purchase and Sale Agreement* communiqué comme pièce R-1 et R-1(a) au soutien de la requête intitulée *Amended Motion for the Issuance of an Order Authorizing the Sale of Certain Assets (Four Closed Mills)*, déposée au dossier de la Cour, prévoit que les Vendeurs, à savoir les Requérantes, s'engagent à payer à même le produit de la vente des actifs tous montants de taxes impayées en lien avec les actifs.
15. Malgré les assurances des Requérantes, le contenu du *Purchase and Sale Agreement* ainsi que le paiement du 26 avril 2010, la Ville exige à ce jour le paiement immédiat de toutes les Taxes dues et refuse de retirer un bref de saisie mobilière à l'encontre des Requérantes, lequel a été émis en violation du Sursis de procédures.

III. VIOLATION DE L'ORDONNANCE INITIALE PAR LA VILLE

16. Le ou vers le 19 avril 2010, le maire de la Ville, Monsieur Michel Paré, a signé un certificat d'exigibilité (le « **Certificat d'exigibilité** ») attestant du défaut des

Requérantes relativement au paiement des Taxes dues à la Ville et portant sur l'Usine de Beupré, tel qu'il appert d'une copie de ce Certificat d'exigibilité communiquée au soutien des présentes comme **Pièce R-3**.

17. Le même jour, en vertu des articles 505 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*, L.R.Q., c. C-19 et du Certificat d'exigibilité, le Greffier de la Cour supérieure, district de Québec, a émis à la demande de Monsieur Michel Paré, un bref de saisie (le « **Bref de saisie** ») sur l'ensemble des biens meubles appartenant aux Requérantes et se trouvant dans l'Usine de Beupré, tel qu'il appert d'une copie du Bref de saisie communiquée au soutien des présentes comme **Pièce R-4**.
18. Or, ce Bref de saisie constitue incontestablement une « procédure » à l'encontre des Requérantes au sens du paragraphe 10 de l'Ordonnance initiale. Par conséquent, le Bref de saisie est illégal et invalide car émis en violation du Sursis de procédures.
19. Avant d'introduire quelque recours que ce soit à l'encontre des Requérantes et conformément au paragraphe 104 de l'Ordonnance initiale, la Ville avait l'obligation de s'adresser à cette Cour afin d'obtenir une ordonnance pour suspendre le Sursis de procédures à son égard, ce que la Ville a délibérément négligé de faire.
20. La Ville avait été informée préalablement à l'émission du Bref de saisie de l'existence de l'Ordonnance initiale et du Sursis de procédures par les Requérantes elles-mêmes, par ses représentants légaux et par le Contrôleur, notamment dans le cadre des négociations antérieures visant le paiement des Taxes impayées.
21. En s'adressant au Greffier de la Cour supérieure, district de Québec, la Ville intimée a donc sciemment contrevenu à une ordonnance de cette Cour, à savoir le Sursis des procédures prévu à l'Ordonnance initiale.
22. Suite à l'émission du Bref de saisie, Michel Paré a donné une entrevue sur les ondes de la Première Chaîne de Radio-Canada et a annoncé publiquement que la Ville avait obtenu le Bref de saisie et ce, afin d'obtenir le paiement des Taxes avant la clôture de la vente de l'Usine de Beupré. Ces déclarations du Maire Michel Paré ont au surplus été rapportées sur les sites Internet de Radio-Canada et de CBC, tel qu'il appert de copies des pages pertinentes de sites Internet respectifs de ces sociétés d'État communiquées *en liasse* au soutien des présentes comme **Pièce R-5**.
23. D'ailleurs, dès le mois de mars 2010, la Ville et Michel Paré avaient envisagé de recourir aux tribunaux afin d'empêcher les Requérantes de transférer certains équipements encore sur le site de l'Usine afin de les utiliser dans d'autres installations, le tout tel qu'il appert d'une copie du site Internet Sympatico.ca en date du 25 mars 2010 communiquée au soutien des présentes comme **Pièce R-6**.

24. Le 26 avril 2010, les procureurs soussignés ont avisé les procureurs de la Ville qu'à défaut pour cette dernière de se désister du Bref de saisie dans les meilleurs délais, ACI et ACCC prendraient les mesures nécessaires appropriées dans les circonstances. En date des présentes, ACI et ACCC n'ont reçu aucune indication que la Ville s'est effectivement désistée du Bref de saisie.
25. ACI et ACCC soumettent que le Bref de saisie illégal devrait être annulé et ce, afin d'éviter une cascade de procédures similaires par d'autres créanciers.
26. Les termes de l'Ordonnance initiale ayant trait au Sursis de procédures sont clairs, non ambigus et ne laissent place à aucune interprétation.
27. Compte tenu de ce qui précède, les Requérantes sont bien fondées d'exiger que le Bref de saisie soit annulé au motif que ce dernier est irrégulier et émis à l'encontre du Sursis des procédures prononcé par cette Cour;
28. La présente requête est bien fondée en faits et en droit.

POUR CE MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

- [1] **ACCUEILLIR** la présente *Requête en cassation de saisie-exécution mobilière*.
- [2] **DISPENSER**, le cas échéant, les Requérantes de toute signification préalable à la présentation des présentes.
- [3] **ABRÉGER**, le cas échéant, tout délai de présentation.
- [4] **DÉCLARER** que le bref de saisie-exécution mobilière octroyé en faveur de l'intimée la Ville de Beaupré le 19 avril 2010 dans le dossier 200-05-019084-107 de la Cour supérieure, district de Québec (le « **Bref de saisie** »), fut obtenu à l'encontre de l'ordonnance de sursis des procédures émise le 17 avril 2009 par cette Cour, telle que prorogée, dans le présent dossier.
- [5] **ANNULER**, à toutes fins que de droit, le Bref de saisie visant les biens meubles des Requérantes situés sur le territoire de l'intimée la Ville de Beaupré.
- [6] **LE TOUT**, avec dépens.

Montréal, le 25 mai, 2010

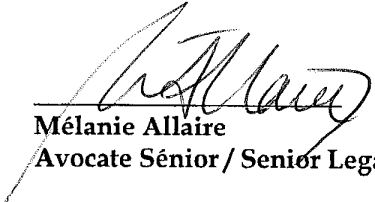

STIKEMAN ELLIOTT, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
 Procureurs des requérantes

AFFIDAVIT

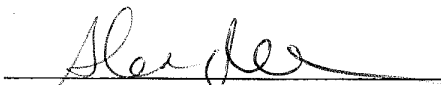
Je, soussignée, Mélanie Allaire, ayant ma principale place d'affaires au 1155, rue Metcalfe, bureau 800, Montréal, Québec, H3B 5H2, déclare solennellement ce qui suit :

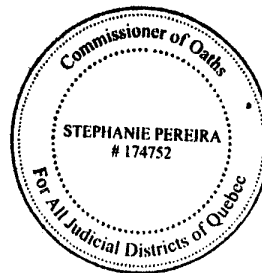
1. Je suis une avocate sénior d'AbitibiBowater inc.
2. Tous les faits allégués dans cette *Requête en cassation de saisie-exécution mobilière* sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ


Mélanie Allaire
Avocate Sénior / Senior Legal Counsel

Déclaré solennellement devant moi à Montréal,
ce 25ième jour de mai 2010


Commissaire à l'assermentation



AVIS DE PRÉSENTATION

À: Liste

VEUILLEZ PRENDRE NOTE que la *Requête en cassation de saisie-exécution mobilière* sera présentable pour adjudication devant l'Honorable juge Clément Gascon de la Cour supérieure, siégeant en chambre de pratique dans et pour le district de Montréal, au Palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est, le **9 juin 2010, à 9h30**, dans une salle à être déterminée et communiquée à la Liste.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, le 25 mai 2010


/ STIKEMAN ELLIOTT, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs des requérantes

C O U R S U P É R I E U R E

Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la *Loi sur les
arrangements avec les créanciers des compagnies*, R.S.C., c. C-36,
tel qu'amendée)

N°. 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT DE :

ABITIBOWATER INC. ET AL.

Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ

-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA VILLE
DE BEAUPRÉ

Intimés

BS0350 r/dos.: 041053-1170

REQUÊTE EN CASSATION DE SAISIE-EXÉCUTION
MOBILIÈRE

(Article 508 de la *Loi sur les cités et villes*, Articles 596 et
ss. du *Code de procédure civile* et Article 11 de la *Loi sur les
arrangements avec les créanciers des compagnies* L.R.C.,
c.C-36)

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694

Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

No. : 500-11-036133-094

COUR SUPÉRIEURE

Chambre commerciale
(Siégeant à titre de tribunal désigné en
vertu de la *Loi sur les arrangements avec les*
créanciers des compagnies,
R.S.C., c. C-36, tel qu'amendée)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN
D'ARRANGEMENT DE:

ABITIBIBOWATER INC.,

et

ABITIBI-CONSOLIDATED INC.,

et

BOWATER CANADIAN HOLDINGS
INC.,

et d'autres Requérantes désignées ci-après

Requérantes

et

ERNST & YOUNG INC.,

Contrôleur

et

VILLE DE BEAUPRÉ

et

MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE
MAIRE DE LA VILLE DE BEAUPRÉ

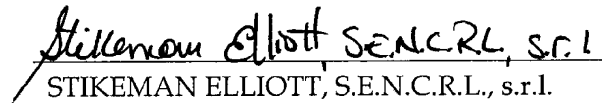
Intimés

LISTE DE PIÈCES

(Requête en cassation de saisie-exécution mobilière)

DESCRIPTION		ONGLET
R-1:	Copie du chèque daté du 26 avril 2010 au montant de 225 055,29 \$ pour le paiement des taxes	1
R-2:	Ordonnance du tribunal américain daté du 17 mai 2010	2
R-3:	Copie du Certificat d'exigibilité signé par Michel Paré, Maire de la Ville de Beaufort, le 19 avril 2010	3
R-4:	Copie du Bref de saisie	4
R-5:	Copie des pages pertinentes de sites Internet respectifs de Radio-Canada et de CBC	5
R-6:	Copie du site Internet Sympatico.ca en date du 25 mars 2010	6

Montréal, le 25 mai 2010


STIKEMAN ELLIOTT, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs des requérantes

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la *Loi sur
les arrangements avec les créanciers des compagnies*, R.S.C.,

c. C-36,

tel qu'amendée)

N° 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
DE :

ABITIBOWATER INC. ET AL.

Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ

-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA
VILLE DE BEAUPRÉ

Intimés

BS0350

n/dos.: 041053-1170

LISTE DE PIÈCES ET PIÈCES R-1 À R-6

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694
Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2

PIÈCE R-1

Abitibi-Consolidated Company of Canada
Head Office Montreal
 1155 Metcalfe, suite 800
 Montreal, Quebec, Canada H3B 5H2

LA BANQUE ROYALE DU CANADA
 THE ROYAL BANK OF CANADA
 Succursale Principale
 1 Place Ville Marie,
 Montreal, Quebec, H3C 3B5
 VOIR VERSO
 SEE REVERSE

No de Chèque
 Cheque NO **00381953**

DATE **2010 04 26**
 Y/A M/M D/J

Payez **DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE CINQUANTE CINQ ET 59/100 DOLLARS**
 Pay

Montant / Amount
\$*225,055.59**

à l'ordre de / to the order of:

191532
VILLE DE BEAUPRE
 216 RUE PREVOST
 BEAUPRE QC G0A 1E0

[Signature]
 SIGNATURE(S) / MOTIVÉE(S) / AUTHORIZED SIGNATURE(S)

⑈00381953⑈ ⑆00001⑈003⑆ 1147313⑈ 43

Abitibi-Consolidated Company of Canada
Head Office Montreal
 1155 Metcalfe, suite 800, Montreal, Quebec, Canada H3B 5H2

CHEQUE No: **00381953**

Date	Facture / Invoice	Reference	Montant / Amount		Escompte / Discount		Montant Net / Net Amount	
04/26/2010	042610		225055	59			225055	59
Totaux / Totals			225055	59			225055	59

123456789101112131415161718192021222324252627282930

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la Loi sur
les arrangements avec les créanciers des compagnies, R.S.C.,

c. C-36,

tel qu'amendée)

N°. 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
DE :

ABITIBOWATER INC. ET AL.

Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ

-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA
VILLE DE BEAUPRÉ

Intimés

BS0350

n/dos.: 041053-1170

PIÈCE R-1

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694
Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2

PIÈCE R-2

**IN THE UNITED STATES BANKRUPTCY COURT
FOR THE DISTRICT OF DELAWARE**

In re:	)	Chapter 11
	)	
ABITIBIBOWATER INC., <i>et al.</i> , ¹	)	Case No. 09-11296 (KJC)
	)	
Debtors.	)	(Jointly Administered)
	)	Ref. Docket Nos. 1937, 2029
	)	

**ORDER (A) AUTHORIZING THE SALE OF CERTAIN MILL ASSETS;
(B) AUTHORIZING BOWATER MARITIMES INC. AND BOWATER CANADIAN
FOREST PRODUCTS INC. TO ENTER INTO AND PERFORM ALL OF THEIR
OBLIGATIONS UNDER A CERTAIN PURCHASE AND SALE AGREEMENT;
(C) APPROVING THE ASSUMPTION, ASSIGNMENT AND TRANSFER OF
CERTAIN CONTRACTS; AND (D) GRANTING RELATED RELIEF**

Upon the motion of AbitibiBowater Inc. and its affiliated debtors and debtors-in-possession in the above-captioned cases (each a “Debtor,” and collectively, the “Debtors”) requesting entry of an Order pursuant to sections 105, 363 and 365 of title 11 of the United States Code (the “Bankruptcy Code”) and rules 2002, 6004, 6006 and 9014 of the Federal Rules of Bankruptcy Procedure (the “Bankruptcy Rules”) authorizing Bowater Maritimes Inc. (“Maritimes”), Bowater Canadian Forest Products Inc. (“BCFPI”) and Abitibi-Consolidated Company of Canada (“ACCC” and together with BCFPI and Maritimes, the “Sellers”) to:

¹ The Debtors in these cases, along with the last four digits of each Debtor’s federal or Canadian tax identification number, are: AbitibiBowater Inc. (6415), AbitibiBowater US Holding I Corp. (6050), AbitibiBowater US Holding LLC (N/A), AbitibiBowater Canada Inc. (3225), Abitibi-Consolidated Alabama Corporation (4396), Abitibi-Consolidated Corporation (9050), Abitibi-Consolidated Finance LP (4528), Abitibi Consolidated Sales Corporation (7144), Alabama River Newsprint Company (7247), Augusta Woodlands, LLC (0999), Bowater Alabama LLC (7106), Bowater America Inc. (8645), Bowater Canada Finance Corporation (8810), Bowater Canadian Forest Products Inc. (2010), Bowater Canadian Holdings Incorporated (6828), Bowater Canadian Limited (7373), Bowater Finance Company Inc. (1715), Bowater Finance II LLC (7886), Bowater Incorporated (1803), Bowater LaHave Corporation (5722), Bowater Maritimes Inc. (5684), Bowater Newsprint South LLC (1947), Bowater Newsprint South Operations LLC (0186), Bowater Nuway Inc. (8073), Bowater Nuway Mid-States Inc. (8290), Bowater South American Holdings Incorporated (N/A), Bowater Ventures Inc. (8343), Catawba Property Holdings, LLC (N/A), Coosa Pines Golf Club Holdings LLC (8702), Donohue Corp. (9051), Lake Superior Forest Products Inc. (9305) and Tenex Data Inc. (5913). The Debtors’

(i) enter into the purchase and sale agreement substantially in the form attached as Exhibit B to the Motion, as amended by the Amendment to the Purchase and Sale Agreement dated April 22, 2010 (filed with this Court at Docket No. 2029)(the “PSA”)² between the Sellers and American Iron & Metal LP (“Purchaser”) as purchaser and American Iron and Metal Company Inc. as guarantor (“Guarantor” and together with Purchaser, “AIM”), (ii) sell the Purchased Assets as defined in and subject to the PSA free and clear of all liens, claims, interests and encumbrances (the “Sale”) other than the easements granted to Purchaser under the PSA; (iii) assume and assign certain executory contracts of BCFPI and Maritimes in connection therewith (the “Contracts”) as set forth on Schedule I attached hereto; and (iv) take such other actions as are necessary to consummate the Sale; and it appearing that the relief requested in the Motion is in the best interests of the Debtors’ estates, their creditors and other parties in interest; and it appearing that this Court has jurisdiction over this matter pursuant to 28 U.S.C. §§ 157 and 1334; and it appearing that this is a core proceeding pursuant to 28 U.S.C. § 157(b)(2); and adequate notice of the Motion and opportunity for objection having been given; and this Court having reviewed and considered the Motion and any objections thereto; and this Court having heard statements of counsel at hearings on April 27, 2010 and May 17, 2010 (together, the “Sale Hearing”) and otherwise based on the record established thereat; and it appearing that no other notice need be given; and it further appearing that the legal and factual bases set forth in the Motion establish just cause for the relief granted herein; and after due deliberation and sufficient cause therefor **IT IS HEREBY FOUND AND DETERMINED THAT:**

corporate headquarters are located at, and the mailing address for each Debtor is, 1155 Metcalfe Street, Suite 800, Montreal, Quebec H3B 5H2, Canada.

² Capitalized terms not otherwise defined herein shall have the meanings ascribed to them in the PSA.

A. The findings and conclusions set forth herein constitute the Court's findings of fact and conclusions of law pursuant to Bankruptcy Rule 7052, made applicable to this proceeding pursuant to Bankruptcy Rule 9014.

B. The Court has jurisdiction over the Motion pursuant to 28 U.S.C. §§ 157 and 1334, and this matter is a core proceeding pursuant to 28 U.S.C. § 157(b)(2). Venue of these cases and the Motion in this District is proper under 28 U.S.C. §§ 1408 and 1409.

C. The statutory predicates for the relief sought in the Motion are sections 105(a), 363, and 365, of the Bankruptcy Code and Bankruptcy Rules 2002, 6004, 6006 and 9014.

Notice of the Sale and Cure Costs

D. Actual written notice of the Sale Hearing, the Motion, the Sale, and the assumption and assignment of the Contracts and related cure amounts, and a reasonable opportunity to object or be heard with respect to the Motion and the relief requested therein, has been afforded to all known interested Persons (as defined in section 101(41) of the Bankruptcy Code), including but not limited to the following parties:

- i. the United States Trustee;
- ii. counsel to the Committee;
- iii. counsel to the prepetition secured lenders and postpetition lenders;
- iv. all taxing authorities having jurisdiction over any of the Purchased Assets, including the Internal Revenue Service;
- v. all parties that have requested special notice pursuant to Bankruptcy Rule 2002;
- vi. all Persons known or reasonably believed to have asserted any liens, claims, interests or encumbrances on any of the Purchased Assets;
- vii. the counterparties to each of the Contracts set forth on Schedule I (the "Contract Counterparties");

-
- viii. all Persons known or reasonably believed to have expressed an interest in acquiring the Purchased Assets within the past six (6) months;
 - ix. the Attorney General in the province where the real property is located;
 - x. Environment Canada;
 - xi. any applicable provincial environmental protection agency; and
 - xii. the Monitor.

Best Offer

E. The relief requested in the Motion is in the best interests of the Debtors, their estates, creditors and other parties-in-interest. The Debtors have demonstrated good, sufficient, and sound business purposes and justifications for the relief requested in the Motion.

F. The PSA constitutes the best offer for the Purchased Assets and will provide a greater recovery for the Debtors' estates than would be provided by any other available alternative. The Debtors' determination that the PSA constitutes the best offer for the Purchased Assets constitutes a valid and sound exercise of the Debtors' business judgment.

G. The PSA represents a fair and reasonable offer to purchase the Purchased Assets under the circumstances of the Debtors' chapter 11 cases.

H. Approval of the Motion and the PSA, and the consummation of the transactions contemplated thereby, is in the best interests of the Debtors, their creditors, their estates and other parties in interest.

Good Faith of Purchaser

I. The Sale was negotiated and proposed in good faith, from arm's length bargaining positions, and without collusion. Purchaser is a good faith purchaser within the meaning of section 363(m) of the Bankruptcy Code and is entitled to the protection thereof. Neither the Debtors nor Purchaser have engaged in any conduct that would cause or permit the

Sale to Purchaser to be avoided under section 363(n) of the Bankruptcy Code. Purchaser is not an insider of any of the Debtors as that term is defined in section 101(31) of the Bankruptcy Code.

J. The consummation of the Sale outside a plan of reorganization pursuant to the PSA neither impermissibly restructures the rights of the Debtors' creditors nor impermissibly dictates the terms of a plan of reorganization for the Debtors.

Section 363(f) is Satisfied

K. The sale of the Purchased Assets under the terms of the PSA meets the applicable provisions of section 363(f) of the Bankruptcy Code such that (i) the sale of the Purchased Assets will be free and clear of any and all claims, except as expressly provided in the PSA with respect to the First Closing Assumed Liabilities and Second Closing Assumed Liabilities and the easements granted to Purchaser thereunder, and (ii) the Debtors are authorized to transfer the Purchased Assets to Purchaser free and clear of such all liens, claims, interests and encumbrances of any kind or nature whatsoever, with such liens, claims, interests and encumbrances transferring and attaching to the proceeds of the Sale with the same validity and priority as such liens, claims, interests and encumbrances had in the Purchased Assets immediately prior to the consummation of the Sale. All holders of liens, claims, interests and encumbrances (other than the First Closing Assumed Liabilities and Second Closing Assumed Liabilities) who did not object to the Motion or the relief requested therein, or who interposed and then withdrew their objections, are deemed to have consented to the Sale pursuant to section 363(f)(2) of the Bankruptcy Code. Those holders of liens, claims, interests and encumbrances (other than First Closing Assumed Liabilities and the Second Closing Assumed Liabilities) who did object fall within one or more of the other subsections of section 363(f) of

the Bankruptcy Code and are adequately protected by having their interests, if any, attach to the proceeds of the Sale ultimately attributable to the property against or in which they assert a lien, claim, interest or encumbrance or other specifically dedicated funds, in the same order of priority and with the same validity, force and effect that such holder had prior to the Sale, subject to any rights, claims and defenses of the Debtors or their estates, as applicable, or as otherwise provided herein.

L. The transfer of the Purchased Assets to Purchaser under the PSA will be a legal, valid and effective transfer of all of the legal, equitable and beneficial right, title and interest in and to the Purchased Assets free and clear of all liens, claims, interests and encumbrances (other than the First Closing Assumed Liabilities and the Second Closing Assumed Liabilities). The Debtors may sell their interests in the Purchased Assets free and clear of all liens, claims, interests and encumbrances (other than the First Closing Assumed Liabilities and the Second Closing Assumed Liabilities) because, in each case, one or more of the standards set forth in section 363(f) has been satisfied.

M. Notwithstanding anything to the contrary herein, the PSA contemplates two separate closings and the transfers described herein shall only take place upon the occurrence of the First Closing and the Second Closing, and in each case, shall only transfer the First Closing Purchased Assets at the Time of the First Closing, and the Fort William Purchased Assets at the Time of the Second Closing as provided in the PSA.

No Fraudulent Transfer or Successor Liability

N. The consideration provided by Purchaser pursuant to the PSA is fair and adequate and constitutes reasonably equivalent value and fair consideration under the

Bankruptcy Code and under the laws of the United States, any state, territory or possession thereof and the District of Columbia.

O. Purchaser is not a continuation of the Seller or other Debtors or their respective estates and there is no continuity between Purchaser and the Seller. Purchaser is not holding itself out to the public as a continuation of the Seller or the Debtors or their respective estates and the Sale does not amount to a consolidation, merger or *de facto* merger of Purchaser and the Seller.

Assumption and Assignment of the Contracts

P. The Debtors are further authorized to assume and assign the Contracts attached hereto as Schedule 1, subject to the Purchaser's payment of cure amounts listed therein. Assumption and assignment of the Contracts is in the best interests of the Debtors' estates and the counter-parties to the Contracts are adequately assured of future performance.

Q. The cure amounts set forth on Schedule 1 annexed hereto (the "Cure Amounts") are the sole amounts necessary under sections 365(b)(1)(A) and (B) and 365(f)(2)(A) of the Bankruptcy Code to cure all monetary defaults and pay all actual pecuniary losses under the Contracts.

R. Pursuant to the terms of the PSA, at the Time of the First Closing with respect to the Contracts assumed in connection with the First Closing, and the Second Closing with respect to the Contracts assumed in connection with the Second Closing, or in each case as soon as is reasonably practicable thereafter, Purchaser shall have, by paying the Cure Amounts: (i) cured and provided adequate assurance of cure of any monetary default existing prior to the closing date under any of the Contracts within the meaning of section 365(b)(1)(A) of the Bankruptcy Code; and (ii) provided compensation or adequate assurance of compensation to any

party for actual pecuniary loss to such party resulting from a default prior to such assumption under any of the Contracts, within the meaning of section 365(b)(1)(B) of the Bankruptcy Code.

S. Pursuant to section 365(f) of the Bankruptcy Code, the Contracts shall be assigned and transferred to, and remain in full force and effect for the benefit of, Purchaser notwithstanding any provision in the contracts or other restrictions prohibiting their transfer or assignment.

T. The Purchaser has provided adequate assurance of future performance under the Contracts within the meaning of section 365(f)(2)(B) of the Bankruptcy Code.

WHEREFORE IT IS HEREBY ORDERED, ADJUDGED AND DECREED THAT:

1. All objections and responses concerning the Motion are resolved in accordance with the terms of this Order as set forth in the record of the Sale Hearing and to the extent any such objection or response was not otherwise withdrawn, waived, or settled, they are, and all reservations of rights or relief requested therein, are overruled and denied.

2. The Motion is granted as set forth herein, and the Sale contemplated thereby by the PSA is approved.

Approval of the PSA

3. The PSA and all other ancillary documents, and all of the terms and conditions thereof, to the extent subject to this Court's jurisdiction, are hereby approved, pursuant to sections 105, 363 and 365 of the Bankruptcy Code.

4. Pursuant to section 363(b) of the Bankruptcy Code, the Debtors and Purchaser are authorized and directed to perform their obligations under and comply with the terms of the PSA, and consummate the Sale, pursuant to and in accordance with the terms and conditions of the PSA.

5. The Debtors are authorized to execute and deliver, and empowered to perform under, consummate and implement, the PSA, together with all additional instruments and documents that may be reasonably necessary or desirable to implement the PSA, and to take all further actions as may be reasonably required for the purpose of assigning, transferring, granting, conveying and conferring to Purchaser or reducing to possession, the Purchased Assets, or as may be necessary or appropriate to the performance of the obligations as contemplated by the PSA.

6. This order and the PSA shall be binding in all respects upon all non-debtor parties to the Contracts, all successors and assigns of Purchaser, all creditors of the Debtors, the Debtors and its affiliates and subsidiaries, and any subsequent trustees appointed in the Debtors' chapter 11 cases or upon conversion to chapter 7 under the Bankruptcy Code and shall not be subject to rejection. Nothing contained in any chapter 11 plan confirmed in these bankruptcy cases or the confirmation order confirming any such chapter 11 plan shall conflict with or derogate from the provisions of the PSA or this Order, and the PSA and this Order shall control to the extent of such conflict or derogation.

Sale and Transfer Free and Clear

7. At the First Closing and Second Closing as the case may be, all of the Debtors' right, title and interest in and to, and possession of, the First Closing Purchased Assets and Fort William Purchased Assets respectively, shall be immediately vested in Purchaser pursuant to sections 105(a), 363(b), 363(f) and 365 of the Bankruptcy Code free and clear of any and all liens, claims, interests and encumbrances of any kind or nature whatsoever other than First Closing Assumed Liabilities and Second Closing Assumed Liabilities and the easements granted to Purchaser under the PSA. Such transfer shall constitute a legal, valid, binding and

effective transfer of such Purchased Assets. All Persons presently or on or after the First Closing or the Second Closing, in possession of some or all of the Purchased Assets are directed to surrender possession of the First Closing Purchased Assets and the Fort William Purchased Assets to Purchaser or its respective designees on the First Closing Date and Second Closing Date, as applicable, or at such time thereafter as Purchaser may request.

8. For the avoidance of doubt, only Purchased Assets that are part of the estates of the Debtors are being sold to Purchaser free and clear pursuant to section 363(f) of the Bankruptcy Code. Transfers described herein shall take place with respect to the First Closing Purchased Assets at the Time of the First Closing, and with respect to the Fort William Purchased Assets at the Time of the Second Closing, in each case, as provided in the PSA.

9. All holders of liens, claims, interests and encumbrances (other than First Closing Assumed Liabilities and Second Closing Assumed Liabilities) who did not object to the Motion or the relief requested therein, or who interposed and then withdrew their objections, are deemed to have consented to the Sale pursuant to section 363(f)(2) of the Bankruptcy Code. Those holders of liens, claims, interests and encumbrances (other than First Closing Assumed Liabilities and Second Closing Assumed Liabilities) who did object fall within one or more of the other subsections of section 363(f) of the Bankruptcy Code and are adequately protected by having their interests, if any, attach to the proceeds of the Sale ultimately attributable to the property against or in which they assert a lien, claim, interest or encumbrance or other specifically dedicated funds, in the same order of priority and with the same validity, force and effect that such holder had prior to the Sale, subject to any rights, claims and defenses of the Debtors or their estates, as applicable, or as otherwise provided herein. Absent further order of this Court, use of any such proceeds shall comply in all respects with the provisions of the final

order approving the Debtors' postpetition financing [Docket No. 503] and related financing documents and the final order authorizing entry into the amended and restated securitization facility [Docket No. 595] and related financing documents (as such arrangements, orders and financing documents may be amended or modified from time to time in accordance with the terms set forth therein).

10. If any person or entity that has filed financing statements, mortgages, mechanic's liens, *lis pendens*, or other documents or agreements evidencing any claims, liens, interests, or encumbrances of any kind against the Purchased Assets shall not have delivered to the Debtors prior to the First Closing or Second Closing, as the case may be, of the Sale, in proper form for filing and executed by the appropriate parties, termination statements, instruments of satisfaction, releases of all such claims, liens, interests, or encumbrances that the Person has with respect to the Debtors or the Purchased Assets or otherwise, then only with regard to the Purchased Assets that are transferred to Purchaser pursuant to the PSA and this Order: (a) the Debtors are hereby authorized and directed to execute and file such statements, instruments, releases and other documents on behalf of the person or entity with respect to the Purchased Assets; and (b) Purchaser is hereby authorized to file, register or otherwise record a certified copy of this Order, which, once filed, registered or otherwise recorded, shall constitute conclusive evidence of the releases of all claims, liens, interests, or encumbrances of any kind whatsoever against Purchaser and the applicable Purchased Assets. This Order is deemed to be in recordable form sufficient to be placed in the filing or recording system of each and every federal, state, or local government agency, department or office.

11. This Order shall be binding upon all filing agents, filing officers, title agents, title companies, recorders of mortgages, recorders of deeds, registrars of deeds, administrative

agencies, governmental departments, secretaries of state, federal, state, and local officials, and all other persons and entities who may be required by operation of law, the duties of their office, or contract, to accept, file, register or otherwise record or release any documents or instruments, or who may be required to report or insure any title or state of title in or to any of the Purchased Assets. Each and every federal, state, and local governmental agency or department or office is hereby directed to accept this Order and any and all documents and instruments necessary and appropriate to consummate the Sale contemplated by the PSA.

12. Except as provided in the PSA or this Order, after the First Closing and Second Closing, as applicable, the Debtors and their estates shall have no further liabilities or obligations with respect to any First Closing Assumed Liabilities and Second Closing Assumed Liabilities respectively, and all holders of such claims are forever barred and estopped from asserting such claims against the Debtors, their successors or assigns, their property or their assets or estates.

Assumption and Assignment of Contracts

13. The Debtors are authorized at the First Closing and Second Closing to assume and assign, or assign, each of the Contracts to Purchaser free and clear of all liens, encumbrances, claims or interests of any kind or nature whatsoever pursuant to sections 105(a), 363, 365(b) and (f) of the Bankruptcy Code, and to execute and deliver to Purchaser such documents as may be necessary to assume, assign and transfer the Contracts to Purchaser; provided, however, that the assumption of the Contracts by the Debtors is conditioned upon and subject to the occurrence of the First Closing with respect to the Contracts assumed in connection with the First Closing, and the Second Closing with respect to the Contracts assumed in connection with the Second Closing. In the event that the First Closing or the Second Closing does not occur as provided in the PSA, the Contracts shall not be deemed assumed and the

Debtors' shall retain all of their rights to reject such Contracts pursuant to section 365 of the Bankruptcy Code.

14. Any party having the right to consent to the assumption or assignment of the Contracts that failed to object to such assumption or assignment is deemed to have consented to such assumption and assignment as required by section 365(c) of the Bankruptcy Code.

15. The Cure Amounts are the true, correct, final and fixed amounts, and only amounts, that are required to be paid upon assumption of the Contracts pursuant to sections 365(b)(i)(A) and (B) of the Bankruptcy Code. Payment of the Cure Amounts shall not be subject to further dispute or audit, including based on performance prior to the assumption, assignment and sale thereof, irrespective of whether such Contracts contain an audit or similar clause.

16. There shall be no rent accelerations, assignment fees, increases or any other fees charged or chargeable to Purchaser as a result of the assumption and assignment of the Contracts subject to the conditions set forth in section 365(f) of the Bankruptcy Code, and any provisions in any Contract that prohibit or condition the assignment of such contract or lease, allow the party to such contract or lease to terminate, recapture, impose any penalty, condition renewal or extension, or modify any term or condition upon the assignment of such contract or lease, constitute unenforceable anti-assignment provisions, and are void and of no force and effect, and the validity of the assumption and assignment of the Contracts to Purchaser shall not be affected by any existing dispute between the Debtors and any non-debtor party to such Contracts, and any party that may have had the right to refuse to consent to the assignment of its Contract is subject to the unenforceability of such right under sections 365(e)(2) and 365(f)(3) of the Bankruptcy Code. Any non-debtor party to the Contracts is hereby barred, enjoined and prohibited from asserting any claim or debt against the Debtors or their property or estates from

offsetting, seeking to offset, recoup, deduct or set-off any Claims (as defined by the Bankruptcy Code) such party may have against the Debtors from any amounts that may be or may become due in the future to the Purchaser under the Contracts.

17. Adequate assurance of future performance has been demonstrated by or on behalf of the Purchaser with respect to the Contracts, and the Purchaser shall be entitled to have the Debtors assume the Contracts, pursuant to section 365 of the Bankruptcy Code, and to have the Contracts assigned to the Purchaser.

18. The Debtors are not and will not be in default in any of their obligations under the Contracts with the possible exception of defaults identified in section 365(b)(2) of the Bankruptcy Code, which defaults, if any, are null and void and without effect.

19. Pursuant to section 365(k) of the Bankruptcy Code, the Debtors shall be relieved from any further liability with respect to the Contracts after the payment by the Purchaser of the Cure Amounts and the assignment of the Contracts to the Purchaser.

Fair Consideration

20. The transfer of the Purchased Assets to Purchaser pursuant to the PSA is an exchange for consideration by Purchaser that constitutes reasonably equivalent value and fair consideration under the Bankruptcy Code and under the laws of the United States, any state, territory, possession or the District of Columbia.

Good Faith

21. The transactions contemplated by the PSA are undertaken by Purchaser in good faith, as that term is used in section 363(m) of the Bankruptcy Code, and accordingly, the reversal or modification on appeal of the authorization provided herein to consummate the Sale shall not affect the validity of the Sale of the Purchased Assets to Purchaser, unless such authorization

is duly stayed pending such appeal and before the First Closing Date with respect to the First Closing Purchased Assets and the Second Closing Date with respect to the Fort William Purchased Assets. Purchaser is a purchaser in good faith of the Purchased Assets, and is entitled to all of the protections afforded by section 363(m) of the Bankruptcy Code.

Miscellaneous

22. This Court retains jurisdiction to enforce and implement the terms and provisions of the PSA, all amendments thereto, any waivers and consents thereunder, and of each of the agreements executed in connection therewith in all respects, including, but not limited to, retaining jurisdiction to: (a) compel delivery of the Purchased Assets to Purchaser; (b) compel delivery of the purchase price or performance of other obligations by Purchaser under the PSA; (c) resolve any disputes arising under or related to the PSA; and (d) interpret, implement, and enforce the provisions of this Order; provided, however, that in the event the Court abstains from exercising or declines to exercise such jurisdiction or is without jurisdiction with respect to the PSA, the Purchased Assets, or this Order, such abstention, refusal, or lack of jurisdiction shall have no effect upon, and shall not control, prohibit, or limit the exercise of jurisdiction of any other court having competent jurisdiction with respect to any such matter.

23. The terms and provisions of the PSA and this Order shall be binding in all respects upon, and shall inure to the benefit of, the Debtors, their estates, and their creditors, Purchaser, and its respective affiliates, successors and assigns, and any affected third parties including, but not limited to, all persons asserting an encumbrance, lien, claim or interest in the Purchased Assets to be sold to Purchaser pursuant to the PSA, notwithstanding any subsequent appointment of any trustee(s), party, entity or other fiduciary under any section of any chapter of the Bankruptcy Code or,

as to which trustee(s), party, entity or other fiduciary such terms and provisions likewise shall be binding.

24. The failure specifically to include any particular provisions of the PSA in this Order shall not diminish or impair the effectiveness of such provision, it being the intent of the Court that the PSA be authorized and approved in its entirety. To the extent there are any inconsistencies between the terms of this Order and the PSA, the terms of this Order shall control.

25. The PSA and any related agreements, documents or other instruments may be modified, amended or supplemented by the parties thereto, in a writing signed by both parties, and in accordance with the terms thereof, without further order of the Court, provided that any such modification, amendment or supplement does not have a material adverse effect on the Debtors' estates.

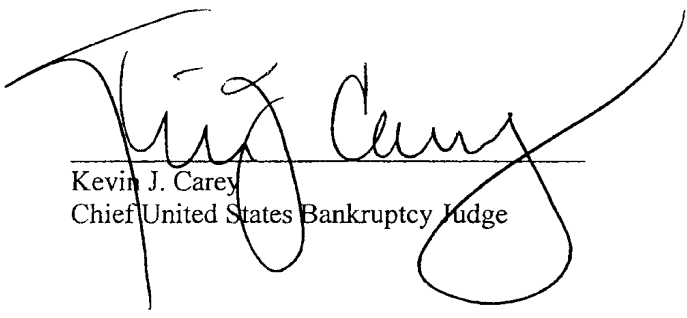
26. The provisions of this Order are nonseverable and mutually dependent. This Order constitutes the only authorization the Debtors need to proceed with all transactions contemplated by the PSA, including without limitation, the First Closing, the Second Closing, and the Land Swap Transactions.

27. Any stay, modification, reversal or vacation of this Order following consummation of the transaction will not affect the validity of any obligation of the Debtors to Purchaser incurred under this Order. Notwithstanding any such stay, modification, reversal or vacation, all obligations incurred by the Debtors under this Order and the PSA prior to the effective date of such stay, modification, reversal or vacation will be governed in all respects by the original provisions of this Order, and Purchaser is entitled to the rights, privileges and benefits granted in this Order with respect to all such obligations.

28. Purchaser shall have standing pursuant to Bankruptcy Rule 2018 to participate in all aspects of the above-captioned chapter 11 cases, including, but not limited to, issues with respect to any disclosure statement and plan of reorganization filed in these cases.

29. Notwithstanding any provision in the Bankruptcy Rules to the contrary:
(a) this Order shall be effective immediately and enforceable upon its entry and the stay provided for in Bankruptcy Rules 6004(h) is hereby waived; (b) the Debtors are not subject to any stay in the implementation, enforcement or realization of the relief granted in this Order; and (c) the Debtors are authorized and empowered to, and may in their discretion and without further delay, take any action and perform any act necessary to implement and effectuate the terms of this Order.

Dated: Wilmington, Delaware
May 17, 2010



Kevin J. Carey
Chief United States Bankruptcy Judge

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la Loi sur
les arrangements avec les créanciers des compagnies, R.S.C.,

c. C-36,
tel qu'amendée)

N° 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
DE :

ABITIBOWATER INC. ET AL.
Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.
Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ

-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA
VILLE DE BEAUPRÉ
Intimés

BS0350 n/dos.: 041053-1170

PIÈCE R-2

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694
Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2

PIÈCE R-3

CERTIFICAT D'EXIGIBILITÉ

Je, soussigné, MICHEL PARÉ, maire de Ville de Beauséjour, atteste qu'AbitibiBowater inc. est présentement en défaut relativement au paiement des taxes municipales dues à la Ville de Beauséjour et portant sur les immeubles appartenant à la débitrice et situés sur le territoire de la Ville.

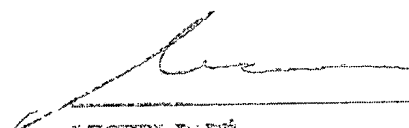
Ces défauts totalisent la somme de :

- 646 434 \$ en capital; et
- 43 612,10 \$ en intérêts.

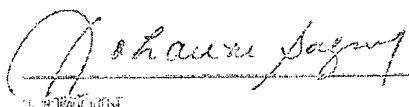
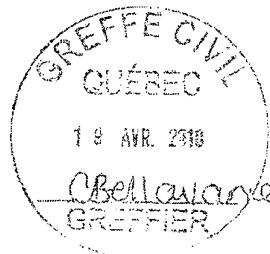
Ces sommes sont entièrement dues et exigibles en vertu des lois et réglementations applicables.

Malgré des rappels et une mise en demeure à cet égard, la débitrice AbitibiBowater inc. refuse ou néglige toujours d'effectuer les paiements de taxes requis.

Signé à Ville de Beauséjour, le 19 avril 2010.


MICHEL PARÉ

Maire de Ville de Beauséjour


Johanne Gagnon
ÉCRIVAIN

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la Loi sur
les arrangements avec les créanciers des compagnies, R.S.C.,

c. C-36,
tel qu'amendée)

N°. 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
DE :

ABITIBIOWATER INC. ET AL.

Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ

-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA
VILLE DE BEAUPRÉ

Intimés

BS0350 n/dos.: 041053-1170

PIÈCE R-3

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694
Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2

PIÈCE R-4

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
District de QUÉBECCOUR SUPÉRIEURE
(CHAMBRE CIVILE)N°: 200
05-019084-107AU NOM DU MAIRE DE VILLE DE BEAUPRÉ
(Article 506 de la Loi sur les cités et villes)

Je, soussigné, MICHEL PARÉ, maire de Ville de Beaufort, ayant mon bureau au 10995, rue des Montagnards, Beaufort (Québec) G0A 1E0, mandate et enjoint l'huissier de justice Laurent Paré à saisir l'ensemble des biens meubles appartenant à AbitibiBowater inc. qui sont situés sur le territoire de Ville de Beaufort, aux fins de satisfaire le paiement de la créance pour taxes dues à la Ville de Beaufort en capital et intérêts, compte tenu du défaut d'AbitibiBowater inc. de payer celle-ci dans les délais prescrits et ce, pour un montant total de :

☒ les biens meubles de la partie défenderesse

☐ les biens meubles de la partie défenderesse indiqués par la partie demanderesse

☐ les biens meubles de _____, tiers(ce) saisi(e)
vu le jugement rendu le _____ par cette Cour, le (la) condamnant comme débiteur(trice) personnel(le), au paiement de la créance de la partie demanderesse en capital, intérêts et frais, sur son défaut de faire sa déclaration dans la présente cause.

646 434 \$ en capital (montant stipulé dans le certificat d'exigibilité signé par le maire de la municipalité)

43 612,10 \$ en intérêts (montant stipulé dans le certificat d'exigibilité signé par le maire de la municipalité)

honoraires du huissier

262
262,00 \$

coût du présent bref

et vos émoluments ; à soustraire cependant le paiement partiel suivant : NIL \$.

MICHEL PARÉ
Maire de Ville de Beaufort

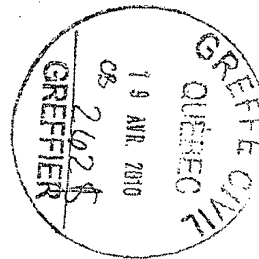
Après la vente, dans les délais prévus par la loi, vous devez nous faire rapport du présent bref et de toute procédure s'y rattachant.

Nous avons signé à Beaufort
Le 19 avril 2010

o Voir avis au verso

Chellawane gacc
Greffier

D. J. O. I. B.
 Greffier
 2010-04-19
 262 30



N°

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile)
DISTRICT DE QUÉBEC

VILLE DE BEAUGRE

-C-

ARBITROVATER INC.,

Partie demanderesse

Partie défenderesse

2003/11/18

MANDAT DE SAISIE MOBIILIERE

M. MICHEL TARD

MAIRE DE VILLE DE BEAUGRE
1095, rue des Montagnards
Beaugre (Québec) G0A 1E0

Réf. : 9587-122

AVIS AU DÉBITEUR
(article 580.1 C.p.c.)

1. Vous n'avez pas payé la dette que vous deviez à votre créancier. Les biens que vous possédez sont en conséquence saisis et vous en avez la garde jusqu'à la vente en justice, sauf si le tribunal confie cette garde à une autre personne.

Vous pouvez soustraire à la saisie les meubles qui garnissent votre résidence principale, servent à l'usage du ménage et sont nécessaires à la vie de celui-ci jusqu'à concurrence d'une valeur marchande de 6 000,00 \$ fixée par l'officier saisissant et les instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel d'une activité professionnelle, sauf si ces biens sont saisis pour les sommes dues sur leur prix ou par un créancier détenant une hypothèque sur ceux-ci.

2. Si vous avez quelque droit à faire valoir à l'encontre de la saisie, vous pourrez par la suite vous y opposer.
3. Comme gardien des biens saisis, vous avez, jusqu'à la vente, l'obligation de ne pas vous en départir et de ne pas les détériorer. Si vous ne vous conformez pas à cette obligation, vous pourrez être condamné pour outrage au tribunal, ce qui pourra entraîner une condamnation à une amende ou une peine d'emprisonnement ; vous pourrez aussi être condamné à payer des dommages-intérêts en réparation du préjudice que subirait votre créancier.
4. À défaut de paiement, les biens saisis seront vendus publiquement aux enchères et la dette sera remboursée à votre créancier à même le prix provenant de cette vente jusqu'à concurrence du montant de celle-ci, incluant les intérêts et les frais ; vous aurez droit de prescrire l'ordre dans lequel les biens saisis seront vendus.
5. Vous avez donc intérêt, pour éviter la vente de vos biens, à prendre les arrangements nécessaires avec qui de droit.

(cbw/10-09-98)

**NOUS VOUS SUGGÉRONS DE CONSULTER UN AVOCAT POUR TOUS
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la Loi sur
les arrangements avec les créanciers des compagnies, R.S.C.,

c. C-36,
tel qu'amendée)

N°. 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
DE :

ABITIBOWATER INC. ET AL.

Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ

-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA
VILLE DE BEAUPRÉ

Intimés

BS0350

n/dos.: 041053-1170

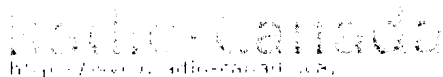
PIÈCE R-4

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694
Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2

PIÈCE R-5



Abonnez-vous aux fils RSS :

- Québec
- Grands titres
- Tous les fils RSS de Radio-Canada

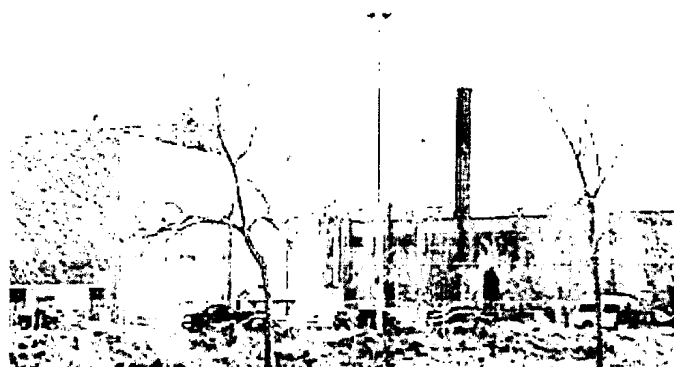
Québec

AbitibiBowater

Beaupré saisit des actifs

Mise à jour le mardi 20 avril 2010 à 12 h 29

Commenter (2) » Partager Courriel Facebook
Imprimer



Usine de Beaupré

La Ville de Beaupré prend les grands moyens pour récupérer les 700 000 \$ en taxes impayées par AbitibiBowater.

La papetière, qui est en processus de restructuration devant les tribunaux, a cessé de payer ses impôts fonciers le 15 juin 2009.

Or, la Ville de Beaupré, qui souhaite être payée, a obtenu de la Cour supérieure l'autorisation de saisir des actifs de l'usine de la papetière. Mardi matin, des huissiers se sont présentés sur place.

La Ville demande à AbitibiBowater de rembourser les sommes dues dans un délai raisonnable, faute de quoi les biens seront vendus.

Le maire de Beaupré, Michel Paré, laisse entendre que la voie judiciaire était inévitable. « Avec les correspondances qu'on a d'AbitibiBowater qui nous réfère toujours au processus judiciaire, nous utilisons la même voie qu'AbitibiBowater. »

La papetière, pour sa part, s'engage à payer lors de la vente de l'usine, affirme le porte-parole, Pierre Choquette. « Ça a déjà été signifié à la Ville que le paiement complet des taxes serait fait au

moment où la vente serait finalisée », dit-il.

La vente pourrait être conclue la semaine prochaine. Toutefois, le maire ne veut pas attendre, car il dit n'avoir plus confiance en AbitibiBowater.

[Partager](#)[Courriel](#)[Facebook](#)

[Haut de page](#)[Imprimer](#)

[Courriel](#) » [Facebook](#) » [Delicious](#) » [Google](#) » [Technorati](#) » [Digg](#) » [Ping](#) » [Reddit](#) »

[Radio-Canada.ca](#)

Recherche



Quebec town threatens to seize paper mill

Last Updated: Thursday, April 22, 2010 | 1:57 PM ET Comments 21 Recommend 35

CBC News

The town of Beaufré, Que., says it has received court authorization to seize and sell the assets of its AbitibiBowater mill unless the newsprint company pays \$700,000 in overdue taxes.

The unpaid taxes due since last June 15 represent 12 per cent of the town's operating budget, said Mayor Michel Paré.

The town has been unsatisfied with the response it has received from the company following several requests for payment, Paré said.

The company, which is under bankruptcy protection, is seeking the court's permission to sell the Beaufré mill as well as its other closed facilities in Donnacona, Que., Dalhousie, N.B., and Thunder Bay, Ont., to Montreal-based American Iron & Metal for \$8.7 million.

The scrap metal company would also pay AbitibiBowater 40 per cent of the money raised from the sale of the paper machines. Even if they are sold for scrap, American Iron would pay at least \$5 million.

The company has not yet decided how it will respond to officials in Beaufré, said AbitibiBowater spokesman Pierre Choquette. He suggested officials should wait to see if the sale of the facility is approved by the court.

The Beaufré mill was shut down by the company in October, putting 340 employees out of work. Several former workers at the plant have claimed they are still owed severance pay.

- This story is now closed to commenting.

Note: The CBC does not necessarily endorse any of the views posted. Please note that comments are published according to our submission guidelines.

Story comments (21)

Sort: Most recent | First to last | Agreed

lockyer9 wrote: Posted 2010/04/23

at 8:53 AM ET hit the wrong button--expropriating the mills assets...now NAFTA is on the case, suing us for 5 hundred million dollars...watch this company, they are not good provincial citizens..

- 8
- 0

8 Agree 0 Disagree Policy Report abuse

lockyer9 wrote: Posted 2010/04/23

at 8:51 AM ET listen people...here in Grand Falls Newfoundland, AbitibiBowater owned a paper mill here with, not cheap power, free power and you could, on top of the mill buildings, watch loggers cut pulpwood..no big distance to haul the raw material..cheap raw material, free power and they still shut it down leaving us the cleanup bill of over 2 hundred million dollars..we, the government, tried different ways to win like expropriating

- 5
- 0

5 Agree 0 Disagree Policy Report abuse

NB_Forester wrote: Posted 2010/04/23

at 6:22 AM ET Bankrupt? Those old dinosaurs never die, just go dormant for awhile, they reincarnate and buy up assets during economic down swings. Who was it that just announced buying up 7 closed sawmills last month? Most of them that left New Brunswick are still going: Weyerhaeuser, UPM, GP, Stone Container, Domtar, Parsons and Whitmore. Off someplace else wheeling and dealing a new deal with tax payers in another state, province or country. Many of their execs sitting on boards and committees that matter to get things done.

Here's some good entertainment. :)

<http://www.landgrant.org/corps.html>

- 5
- 2

5 Agree 2 Disagree Policy Report abuse

robsaw wrote: Posted 2010/04/23

at 1:21 AM ET DoctorCynic wrote:

"An individual, who has been declared bankrupt, can be pursued by creditors, who will almost certainly seize any significant asset owned. Same goes with corporations. What part of that don't you understand?"

Actually, entry into bankruptcy is a court-controlled and orderly process that prevents any individual creditor from seizing assets to the detriment of other creditors. Bankruptcy proceedings will distribute assets to all creditors on a fair, prioritized basis depending upon whether the creditor is secured or not. To seize assets, a creditor needs to exercise their rights prior to a bankruptcy filing.

- 2
- 1

2 Agree 7 Disagree Policy Report abuse

AlatSNB wrote: Posted 2010/04/22

at 6:38 PM ET Oh but all the mills in Quebec are doing great with their cheap power rates, according to Jack and simple Shawn. The captains of industry will even have to move there, they threaten. How about a (BS) explanation Jackie - should be entertaining, as usual!!!

- 27
- 9

27 Agree 9 Disagree Policy Report abuse

- Previous
- 1
- 2
- 3
- 4

- 5
- Next

This story is now closed to commenting.

Note: The CBC does not necessarily endorse any of the views posted. Please note that comments are published according to our submission guidelines.

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la Loi sur
les arrangements avec les créanciers des compagnies, R.S.C.,

c. C-36,
tel qu'amendée)

N°. 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
DE :

ABITIBIOWATER INC. ET AL.
Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.
Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ
-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA
VILLE DE BEAUPRÉ
Intimés

BS0350 n/dos.: 041053-1170

PIÈCE R-5

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694
Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2

PIÈCE R-6

AbitibiBowater: Beaupré prête à recourir aux tribunaux

2010-03-25 16:43:33

(Source: Radio-Canada) La Ville souhaite empêcher AbitibiBowater de récupérer certains équipements de l'usine de Beaupré pour les utiliser dans d'autres installations.

La Ville de Beaupré est prête à aller devant les tribunaux pour empêcher le démantèlement de l'usine d'AbitibiBowater. La papetière souhaite récupérer certains équipements de l'usine de Beaupré pour les utiliser dans d'autres installations.

Selon le maire de Beaupré, Michel Paré, le démantèlement pourrait contrevenir à un règlement municipal. « On est en train de regarder présentement si leur projet de transfert de certains équipements va à l'encontre du règlement sur la démolition d'immeubles », précise M. Paré.

Le cas échéant, la municipalité dit être prête à entreprendre les procédures judiciaires appropriées.

AbitibiBowater ne voit pas les choses du même oeil, fait savoir son porte-parole, Pierre Choquette. « Le site n'est pas en démantèlement. On va collaborer avec la municipalité pour voir si effectivement, les actions qu'on pose sont conformes ou non au règlement », dit-il.

Le maire affirme par ailleurs que plusieurs entrepreneurs qui oeuvrent dans d'autres domaines que le papier veulent s'établir sur le site d'AbitibiBowater. Il mentionne que des projets pourraient créer davantage d'emplois que les emplois perdus à la suite de la fermeture de l'usine de papier.

AbitibiBowater indique que le temps presse pour soumettre une offre d'achat. La vente pourrait se conclure d'ici quelques semaines.

Les anciens travailleurs s'interposent

Plus tôt cette semaine, d'anciens travailleurs se sont regroupés aux abords de l'usine pour empêcher la papetière de récupérer des pièces de machinerie. Les ex-employés veulent obtenir les indemnités de départ prévues à leur convention collective avant de permettre l'accès à l'usine.

L'usine de Beaupré, qui comptait 340 travailleurs, a été fermée pour une durée indéterminée en octobre 2009. La société AbitibiBowater s'est mise sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers depuis avril 2009.

Radio-Canada.ca

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la Loi sur
les arrangements avec les créanciers des compagnies, R.S.C.,
c. C-36,
tel qu'amendée)

N°. 500-11-036133-094

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
DE :

ABITIBOWATER INC. ET AL.
Requérantes

-et-
ERNST & YOUNG INC.
Contrôleur

-et-
VILLE DE BEAUPRÉ

-et-
MICHEL PARÉ, EN SA QUALITÉ DE MAIRE DE LA
VILLE DE BEAUPRÉ
Intimés

BS0350 n/dos.: 041053-1170

PIÈCE R-6

ORIGINAL

Me Guillaume Boudreau-Simard (514) 397-3694
Fax : (514) 397-3621

STIKEMAN ELLIOTT
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. AVOCATS
40^e Étage
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Canada H3B 3V2